



## Amérique Latine : croissance, stabilité et inégalités : Leçons pour les Etats-Unis et l'Europe

Par [Prof. James Petras](#)

Mondialisation.ca, 11 octobre 2011

11 octobre 2011

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Les médias dominants et les personnes éduquées décrivent d'Amérique Latine comme une région de fréquents coups d'état, de révolutions périodiques, de dictatures militaires, avec une alternance de booms et de fiascos économiques et la présence éternelle du Fond Monétaire International (FMI) pour lui dicter sa politique économique.

A l'opposé, les mêmes faiseurs d'opinion ainsi que leur homologues universitaires présentent les Etats-Unis et l'Europe comme des sociétés stables avec des croissances économiques régulières, une amélioration progressive des acquis sociaux, des compromis consensuels pour résoudre les problèmes et des pratiques fiscales saines.

Récemment, au cours de la plus grande partie de la dernière décennie, ces images sont devenues des dogmes idéologiques qui n'ont plus rien à voir avec la réalité. En fait on peut dire que les rôles se sont inversés : les Etats-Unis et l'UE sont en crise perpétuelle et l'Amérique Latine, au moins pour la plus grande partie, jouit d'une stabilité et d'une croissance qui fait envie (ou devrait faire envie) aux experts de Washington et aux commentateurs financiers. Ce 'renversement des rôles' est reconnu par beaucoup d'investisseurs et de multinationales étasuniennes, européennes et asiatiques, alors même que les journalistes soi disant respectables du *Financial Times*, *NY Times* et *Wall Street Journal* continuent de parler de la fragilité, du déséquilibre et autres failles de la région tout en reconnaissant à contre coeur le dynamisme de sa croissance.

Les cercles progressistes sont aussi fautifs car ils se concentrent sur les 'avancées' des régimes de gauche mais ignorent les dynamiques souterraines qui affectent la plus grande partie de la région et perdent ainsi de vue les nouveaux points de conflit et de dispute.

Notre projet est de mettre en lumière ce qui oppose le « Nord » (Etats-Unis/UE) en crise au « Sud » (Amérique du sud) dont la croissance est soutenue. On se demandera s'il est possible de transférer l'expérience de l'Amérique du sud au nord et quels 'ajustements structurels' seraient nécessaires pour extirper les Etats-Unis et l'UE de la spirale néfaste de la stagnation et des violents conflits qui ont caractérisé ces deux régions pendant la plus grande partie de la dernière décennie.

La décennie perdue, le style des Etats-Unis et de l'Europe

Les pays de l'Amérique Latine ont subi des crises longues et profondes au cours de années 1980 qui se sont traduites par des croissances négatives, des niveaux de pauvreté plus importants et un lourd endettement qui ont permis à leurs débiteurs (comme le FMI) de leur

imposer de mesures d'austérité sévères et régressives et des politiques « d'ajustements structurels » qui ont pris le nom de 'néolibéralisme'. Ces mesures comprenaient la privatisation des entreprises publiques stratégiques les plus lucratives et la fin des plans d'état directeurs pour l'industrie. Pour les paysans, la classe ouvrière et la classe moyenne le « boom » néolibéral éphémère des années 1990 a été la continuation de la 'décennie perdue' des années 1980. Les politiques néolibérales des années 1990 étaient basées sur des fondations structurelles défectueuses, et l'augmentation des inégalités de revenus et des dépenses publiques se sont concrétisées par d'énormes transferts de revenus vers le capital et la baisse des salaires et des services sociaux. Les régimes néolibéraux sont entrés dans une crise profonde au début des années 2000 provoquant des soulèvements populaires majeurs. Tout cela a engendré de nouvelles configurations politiques et de nouvelles équations du pouvoir social qui ont abouti à des nouveaux régimes post-néolibéraux, au moins dans la plupart des principaux pays d'Amérique Latine.

Au contraire, et en partie grâce aux opportunités financières offertes par la crise de la dette et la néolibéralisation de l'Amérique Latine dans les années 1990 (et dans l'ex Union Soviétique, l'Europe de l'est et les états Baltiques/Balkans) les Etats-Unis et l'Europe ont prospéré. En Amérique Latine, plus de 5 000 industries d'exploitation des ressources naturelles, banques, télécommunications et autres industries lucratives sont passées aux mains de multinationales étrangères et de capitalistes locaux. Des intérêts élevés sur les bonds, les prêts et les loyers de transferts technologiques ont enrichi les capitalistes du Nord alors même que la pauvreté augmentait dans le Sud. Les années 1990 ont été « l'âge d'or » du capital occidental car les profits ont explosé et les partis de gauche et les syndicats traditionnels se sont révélés incapables d'empêcher la 'vague' du capitalisme prédateur de prendre le contrôle des secteurs clés de l'économie.

Les succès mêmes des Etats-Unis et de l'UE, les énormes profits réalisés sans effort grâce au pillage, à la spéculation et à l'exploitation ont conduit à la domination du capital financier et à la croyance en un « nouvel ordre mondial » irréversible. La domination des Etats-Unis et de l'UE a pour origine leur supériorité militaire soutenue par des régimes clients néolibéraux dociles et complaisants. Le 'nouvel ordre' a duré moins de dix ans : les crises économiques de 1999/2000 ont détruit les illusions d'une siècle de grandeur impériale. Les marchés se sont effondrés et avec eux les régimes électoraux oligarchiques d'Amérique Latine (appelés « démocraties ») qui avec l'élite financière et militaire formaient la triple alliance qui garantissait la suprématie occidentale. Le coup final a été les crises économiques de 2001-2002 aux Etats-Unis et dans l'UE qui ont profondément érodé leur capacité à intervenir pour soutenir leurs clients d'Amérique Latine contre les masses rebelles qui voulaient s'en débarrasser.

La première décennie du nouveau millénaire a été la 'décennie perdue' du Nord. Pendant les onze dernières années, le Nord a souffert de stagnation et de récession sans aucun signe de reprise. Les états capitalistes ont sauvé les banques temporairement mais ils ont été incapables de faire redémarrer l'économie.

Les agences de sécurité ont baissé la côte de crédit de l'économie des Etats-Unis. Le chômage et le sous-emploi touchent près du cinquième de la main d'oeuvre, des chiffres similaires à ceux des pays stagnants du tiers monde. Les programmes sociaux sont sévèrement amputés aux Etats-Unis et dans toute l'Union Européenne, annulant des décennies de gains sociaux accumulés. Les déficits commerciaux et budgétaires sont devenus chroniques aux Etats-Unis et les prêteurs privés et publics sont de plus en plus réticents à consentir des prêts dans la perspective actuelle de récession profonde. Le

secteur financier des Etats-Unis et de l'UE est un nid de fraudes à grande échelle, d'escroqueries, de mauvaise gestion et de balances comptables falsifiées, une situation qui était autrefois l'apanage des économies d'Amérique Latine. Les guerres prolifèrent. Les dépenses militaires dépassent largement les investissements productifs ponctionnant l'économie américaine d'une façon qui rappelle les dépenses d'armement des seigneurs de guerre africains et des dictatures militaires d'Amérique Latine. Dans l'UE, des millions de travailleurs et de jeunes chômeurs de Grèce, Portugal, Espagne et Italie qui doivent faire face à des coupes drastiques dans leurs salaires, leurs retraites et leurs emplois ont envahi les rues. Des grèves générales, qui menacent la stabilité de régimes de plus en plus isolés, rappellent les soulèvements populaires qui ont provoqué des changements de régime en Amérique Latine à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Aux Etats-Unis les manifestations publiques sont le signe d'un mécontentement grandissant : plus de 75% de la population a une opinion négative du Congrès et 60% de la Maison Blanche. La méfiance croissante à l'égard des politiciens dans l'électorat étasunien est comparable à la perte de confiance populaire dans les gouvernements d'Amérique Latine pendant les « décennies perdues » 1980-2000.

Les Etats-Unis comme l'Europe ont décliné radicalement pendant la 'décennie perdue' de ce siècle. Sur le plan économique, politique et social, le 'Nord' s'est 'Latinisé' : une élite politique corrompue règne sur l'instabilité sociale, la stagnation économique, l'aliénation politique, la pauvreté et les inégalités croissantes.

Signes de temps meilleurs : l'Amérique Latine

Récemment le ministre des finances du Brésil a évoqué la possibilité que les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) participent au « plan de sauvetage » des économies européennes en crise. Bien que cette remarque ait davantage une portée symbolique que pratique, elle reflète une certaine réalité : A la différence du Nord qui s'enfoncé dans des crises de plus en plus profondes et durables, les économies latines s'en sortent assez bien.

A l'exception des pays Latins qui sont encore sous la domination des Etats-Unis, comme le Mexique et la plus grande partie de l'Amérique centrale, le reste de l'Amérique Latine non seulement a évité les crises qui affectent le Nord mais a joui d'une croissance trois fois supérieure à celle des Etats-Unis au cours de la décennie. Depuis le début du nouveau millénaire, (surtout entre 2003 et 2011 et sauf pour une courte période en 2009) on constate dans ces pays une forte croissance, une prospérité générale, un boom des exportations, des importations en hausse, une plus grande coopération inter régionale et une importante réduction de la pauvreté.

Rien qu'au Brésil le nombre des pauvres a diminué de 30 millions. Des élections régulières, relativement honnêtes et compétitives garantissent une alternance politique légitime et stable. A l'exception du coup d'état soutenu par les Etats-Unis au Honduras et leur intervention à Haïti et au Venezuela, les prises de pouvoir violentes ont disparu pendant cette décennie. Les institutions régionales se sont développées grâce aux avancées de UNASUR (Union des Nation Sud Américaines) et de la banque régionale d'Amérique Latine.

Grâce aux contrôles fiscaux et à la régulation des banques, le fruit des leçons des crises des décennies perdues (1980-2000), l'Amérique Latine a peu souffert du crash financier de 2008-2011 aux Etats-Unis et en Europe. Les échanges commerciaux de l'Amérique Latine ont doublé, spécialement avec l'Asie, portés par la croissance à deux chiffres de la Chine. La demande de matières premières agro-minérales a triplé. La croissance générée par

l'exportation est la clé de l'indépendance économique de l'Amérique Latine. Cela lui a permis de diversifier ses marchés en profitant de nouvelles opportunités et de réduire sa dépendance aux Etats-Unis. L'accent mis par l'Amérique Latine sur la croissance économique, les nouveaux marchés et les nouveaux investissements lui a permis de rester à l'écart des nombreuses guerres coloniales coûteuses déclenchées par les Etats-Unis et l'Union Européenne.

Pendant que les Etats-Unis et l'UE impriment de plus en plus de billets et augmentent leur dette pour couvrir leur déficit commercial, l'Amérique Latine a quadruplé ses réserves de devises étrangères. Cela la met à l'abri des fluctuations et de la dépendance au FMI, l'architecte des décennies perdues de 1980 et 1990.

En Amérique Latine, le problème de la pauvreté a été traité avec un succès inégal. La direction générale, selon l'exemple du Venezuela de Chavez, a été l'augmentation, généralement par paliers, des budgets sociaux avec dans certains pays des efforts plus importants qu'ailleurs. Sauf au Mexique, il n'y a pas eu en Amérique latine, de coupes sociales comme aux Etats-Unis et en Europe. Les avancées structurelles les plus impressionnantes ont eu lieu au Venezuela et dans une moindre mesure en Argentine. Le revenu minimum et les retraites ont augmenté de manière significative ainsi que les aides sociales aux plus démunis (les mères célibataires, les handicapés et les miséreux).

A l'exception de la Colombie (le principal allié militaire des Etats-Unis dans la région) qui demeure la capitale du monde des assassinats de militants des droits de l'homme, de syndicalistes et de militants paysans, les violations des droits humains ont décliné. Tandis que les violations des droits humains des Etats-Unis et de l'UE ont augmenté en proportion inverse par le biais des nombreuses guerres coloniales en Irak, Afghanistan, Libye, Pakistan, Somalie, Yémen et des 'opérations' secrètes d'assassinats ciblés, les violations de l'Amérique Latine à l'étranger se limitent principalement à leurs forces d'occupation à Haïti —qui sont là sur l'ordre des Etats-Unis et de l'UE. Cependant la répression des mouvements populaires, surtout des peuples indigènes, des mouvements paysans et des étudiants, a augmenté en Bolivie, Chili, Brésil et autres pays où le maintien de la croissance l'emporte sur les droits des communautés et les dépenses sociales.

Grâce à la stabilité politique actuelle de l'Amérique Latine et à sa croissance dynamique, les investissements institutionnels et privés affluent dans la région. Au contraire, les Etats-Unis et l'Europe souffrent du désinvestissement et de la raréfaction des investissements privés. En d'autres termes, le développement de l'Amérique Latine est l'autre face du sous-développement des Etats-Unis et de l'Europe.

#### Amérique Latine : nouvelles contradictions

La lutte des classes reste la force motrice du progrès social en Amérique Latine. Mais à la différence des Etats-Unis-UE, la lutte des classes en Amérique Latine est offensive et a pour but de s'approprier une plus grande partie des profits générés en obtenant des augmentations de revenus sociaux et salariaux. Aux Etats-Unis et en Europe la lutte des classes est 'défensive' : c'est un combat pour empêcher la réduction de leurs revenus, de leurs emplois et de leurs retraites.

Les actions militantes comme l'occupation des terres, les manifestations et les grèves font toujours partie de l'arsenal social de la classe ouvrière mais elles s'opèrent dans le cadre politique des institutions démocratiques. En Europe, par contre, les élites ont pris l'habitude

d'ignorer les manifestations de masse et les grèves et d'imposer des politiques d'austérité dictées par des banquiers et des créanciers non élus.

les limites et les 'contradictions' qui affectent les pays d'Amérique Latine apparaissent dans les inégalités entre les classes sociales. Avec l'augmentation du revenu national et le boom des exportations, les inégalités entre la classe capitaliste dominante et la masse des salariés ont augmenté. Au début les inégalités étaient masquées par l'amélioration générale du niveau de vie et de l'emploi mais avec le temps les salariés et les ouvriers commencent à trouver insuffisantes des augmentations qui dépassent à peine le taux d'inflation. L'amélioration du niveau de vie a dépassé les attentes. Le pourcentage de pauvres a diminué mais vivre avec un peu plus de quatre dollars par jour est devenu inacceptable. Des classes auparavant exclues du système et aujourd'hui intégrées au système mais exploitées, n'ont qu'une seule arme : les organisations de classe, pour faire avancer leurs intérêts économiques.

C'est clairement le cas du Chili actuel où la croissance sur le long terme s'accompagne d'inégalités profondes comparables à ce qu'il y a de pire dans l'OCDE. Depuis juillet 2011 des manifestations massives d'étudiants contre le coût élevé de l'éducation publique et privée et les bas niveaux d'aides sociales ont déclenché des actions syndicales massives dans tous les secteurs de l'économie, des enseignants aux mineurs du cuivre.

Qui verra ses revenus augmenter ? Voilà la nouvelle question explosive qui occupe les dirigeants et le peuple dans la plupart des pays à forte croissance d'Amérique Latine. Les questions de classes sociales sont sur le devant de la scène pour quelque temps.

La croissance, la stabilité et les luttes de classe démocratiques caractérisent la plupart des principaux pays mais pas tous. Dans plusieurs nations, l'héritage de violence et d'autoritarisme des dictatures demeure prégnant. La pratique colombienne de tuer des syndicalistes, des leaders paysans, des journalistes et des militants des droits de l'homme ne faiblit pas : plus de 30 syndicalistes ont été assassinés pendant les 8 premiers mois de 2011.

Le régime dirigeant hondurien, mis en place par un coup d'état chapeauté par les Etats-Unis, et ses alliés parmi les milices paramilitaires des propriétaires terriens ont tué des dizaines de paysans et de militants politiques et sociaux en faveur de la démocratie.

Les tueries mexicaines sont célèbres : plus de 40 000 personnes ont été tuées par la police, l'armée et les gangs de la drogue dans une 'guerre de la drogue' voulue par Obama et mise en oeuvre par le président Calderon.

Ce que ces régimes ont en commun c'est qu'ils continuent d'obéir aux diktats de Washington et demeurent des pays très militarisés avec une forte présence de l'armée et de la police étasuniennes sous forme de bases, de conseillers et d'interventionnisme politique. Ces trois états ont négligé de diversifier leurs marchés et continuent d'être grandement dépendants du marché étasunien stagnant. Tous ont déjà signé ou sont en passe de signer des traités commerciaux bilatéraux au lieu de développer des liens fructueux avec les marchés asiatiques dynamiques.

Ces trois régimes réactionnaires n'ont pas connu les soulèvements populaires qui ont abouti aux régimes de centre gauche qu'on trouve dans la plus grande partie de l'Amérique latine. Au Mexique, des candidats pro-démocratie ont été par deux fois spoliés de leur victoire

électorale, d'abord en 1988 puis en 2006. Au Honduras, le président progressif démocratique qui cherchait à diversifier les marchés a été renversé par un coup militaire chapeauté par le régime d'Obama en 2010. En Colombie, le meurtre de 5 000 militants et leaders de l'Union Patriotique pro-démocrate entre 1984 et 1986 puis l'assassinat de plusieurs milliers de militants sociaux ont empêché une ouverture démocratique. La fin brutale des négociations de paix en 2002 et la militarisation totale du pays (2002-2011) financée par 6 milliards d'aide militaires étasunienne, l'a privé du changement social et politique qui a dynamisé la croissance soutenue du reste de l'Amérique Latine et y a ouvert la porte à la 'lutte des classes démocratique'.

La plupart des pays d'Amérique Latine ont pris de l'avance et ont largement évité les crises économiques et l'instabilité dont souffrent les Etats-Unis et l'UE, mais leur héritage et les actuelles inégalités génèrent une nouvelle série d'obstacles structurels à la consolidation d'une croissance à long terme et à la stabilité sociale et politique. La contradiction structurelle la plus profonde réside dans le couple forte croissance/inégalités croissantes, un modèle économique basé sur « l'alliance des 3 et demi » : capital étranger-capital national-état planificateur et syndicalistes/leaders paysans cooptés. Les profits et les investissements de cette configuration de pouvoir proviennent de l'augmentation des exportations agro-minérales, de la hausse des prix des matières premières, des facilités de crédit et de la régulation étatique des marchés financiers. L'essentiel des profits de la croissance a été confisqué par les trois premières composantes, « les trois gros », en s'offrant par des pots de vin les services d'une petite minorité de travailleurs organisés privilégiés. Les « miettes » servent à 'sortir les pauvres' de la misère absolue. Ces inégalités croissantes ont été « dissimulées » par l'amélioration générale du niveau de vie, les facilités de crédit et l'amélioration des services publiques. Mais la hausse des revenus a engendré de nouveaux conflits de classe qui seront exacerbés quand les prix des matières premières baisseront et que les gouvernements ne pourront plus financer des améliorations progressives. Déjà maintenant, l'extraction prédatrice entre sérieusement en conflit avec la forêt, et les multinationales avec les Indiens/paysans du Pérou, Equateur, Bolivie, Brésil, Colombie et Chili. Ces luttes parfois violentes entre état/multinationales et paysans dans 'la campagne périphérique' pourraient être le détonateur d'un conflit plus vaste dans les villes principales si les revenus de l'exportation diminuaient.

La seconde contradiction oppose les « travailleurs pauvres marginalisés » à une nouvelle classe moyenne ainsi qu'à une nouvelle classe d'affaires toutes deux locales qui ont investi leurs « économies » dans des entreprises minières étrangères et locales. Conservateurs et étroitement liés aux multinationales avides, ces nouveaux investisseurs de la classe moyenne se sont enrichis grâce au pillage sans foi ni loi des ressources naturelles et à la contamination des communautés rurales voisines. Le jour où le prix des matières premières chutera, les régimes devront faire face à une classe moyenne hystérique à la recherche d'un sauveur politique qui n'existe pas, du moins dans les partis existants.

La dérive à droite des régimes de centre gauche et leurs liens opportuns avec le monde des affaires surtout au Brésil, Uruguay, Bolivie, Equateur et Paraguay a provoqué la corruption des plus hauts échelons du pouvoir. La libéralisation et les salaires exorbitants des dirigeants d'entreprise ont été accompagnés de pots de vin à des officiels du secteur public. La corruption a érodé la morale sociale des politiciens de centre gauche et l'a remplacée par l'obsession « d'attirer de nouveaux investissements plus importants » à coups de tripatouillages et de pots de vin. La corruption est descendue du sommet vers la base, facilitant l'arrivée des investisseurs étrangers mais diminuant certainement la confiance et

la loyauté des employés et des travailleurs titulaires ou non qui étaient exclus du 'cercle magique' où s'échangeaient les pots de vin. Le « clientélisme » et les distributions d'argent aux plus pauvres peuvent empêcher ceux qui reçoivent de l'argent de protester contre la corruption des élites ; cependant, en temps de crise économique, elle peut inciter les peuples à se soulever pour demander un changement de régime.

La troisième contradiction oppose le haut niveau de dépendance aux exportations de matières premières (qui ont été jusqu'ici l'élément dynamique de croissance) au déclin relatif et absolu de la production et des exportations industrielles. L'augmentation des profits tirés des matières premières a entraîné la réévaluation de la monnaie, ce qui a diminué la compétitivité des produits fabriqués sur le territoire national et provoqué une baisse brutale des profits et parfois la banqueroute.

Les fabricants-exportateurs asiatiques —surtout chinois et dans une moindre mesure indiens et coréens— déversent de plus en plus de produits finis moins chers sur les marchés latins, ce qui « désindustrialise » les économies latines. Des capitalistes d'Amérique Latine cherchent à investir en Asie à moindre coût dans le but de réexporter les produits vers leurs « marchés nationaux ». L'industrie brésilienne qui a le plus souffert, a mis en place des mesures « protectionnistes » comme des taxes douanières, des règles qui prescrivent que les produits doivent comporter 65% de matière locale et des subventions d'état pour contrecarrer la destruction de la diversification de l'économie.

La quatrième contradiction est à trouver précisément dans le succès de la croissance économique et les hauts profits qui ont attirés les capitaux pour la spéculation et la « prise de contrôle des entreprises » en même temps que les capitaux pour les investissements productifs. Les spéculateurs s'enfuiront et déstabiliseront le système financier aux premiers signes de ralentissement. La propriété étrangère diminuera la capacité du gouvernement de prendre des décisions d'investissement en période de crise. Les investissements productifs répondent aux marchés en expansion mais ils ne les créent pas.

En résumé, la décennie de croissance dynamique de l'Amérique Latine a certainement permis de dépasser les Etats-Unis et l'Europe dans toute une série de domaines économiques, sociaux et politiques. Cependant, cette croissance même a engendré de nouvelles contradictions et la nécessité de corriger des « déséquilibres » qui s'aggravent : la demande populaire pour une meilleure répartition des profits, la pression des industriels pour appuyer l'économie sur la fabrication au lieu de la finance et des matières premières et la demande des pauvres des villes pour de meilleurs services publics, notamment la sécurité sociale et des classes moins surchargées. Ces changements passent par une modification de la structure du pouvoir. Les déséquilibres économiques reflètent la concentration croissante du pouvoir politique aux mains des capitalistes miniers, banquiers et investisseurs de la classe moyenne locale des grandes villes. Les fonctionnaires, les travailleurs, les pauvres des villes, les paysans et les Indiens et écologistes qui s'inquiètent pour l'environnement sont exclus des postes économiques clés. Il faut qu'ils sortent une fois de plus dans les rues avec de nouveaux mouvements indépendants pour soulever deux questions essentielles : Quelle sorte de croissance et pour qui ?

Les leçons de l'Amérique latine : Ecoutez bien Yankees et Eurocrates !

Les expériences positives d'Amérique Latine peuvent-elles fournir un 'modèle' aux Etats-Unis et à l'Europe ? Est-ce que ce modèle, dans sa totalité ou en partie, peut-être appliqué au Nord ou bien les deux régions sont-elles trop différentes pour cela ?

Il y a évidemment de grandes différences historiques, culturelles, économiques et politiques entre ces régions mais on peut tirer de la décennie de croissance dynamique de l'Amérique Latine de nouvelles idées pour contrecarrer les options économiques négatives et vouées à l'échec des experts et politiciens étasuniens et européens.

Commençons par le commencement. L'essor de l'Amérique Latine a eu pour origine une profonde crise économique, l'effondrement de l'économie, un chômage énorme et l'appauvrissement de la classe moyenne. Les crises ont complètement discrédité ce qu'on appelait « le libre échange », le modèle de capitalisme « néolibéral » et non régulé ». Jusqu'ici c'est pareil : les Etats-Unis et l'UE vivent aussi une profonde crise économique qui a mis en faillite le sud de l'Europe, plongé les Etats-Unis dans une récession à double creux\* et conduit à un taux de chômage de 20%. La 'classe politique' toute entière est largement discréditée aux Etats-Unis comme en Europe. Mais à partir d'ici les régions divergent.

En Amérique Latine, les crises ont provoqué des manifestations de masse, des soulèvements populaires et des changements de régime. Sous la pression populaire, les régimes de centre gauche post-néolibéraux, ont relancé l'emploi, investi et mis en place des programmes de travaux sociaux pour réduire la pauvreté. L'Argentine, qui vivait une crise semblable à celle de la Grèce, a fait défaut de sa dette étrangère et a utilisé l'argent public à relancer l'économie. Conscients que la crise avait son origine dans la spéculation financière de Wall Street et de la City de Londres, les régimes latins ont institué des contrôles et des règles qui ont limité la volatilité financière. Les nouveaux régimes, sous l'effet du boom des matières premières, ont diversifié leurs partenaires économiques en entrant dans le dynamique marché asiatique, ce qui a rapporté de gros profits et stimulé la consommation locale et les investissements publics. Quelles leçons les Etats-Unis et l'UE enfoncés dans la crise peuvent-ils tirer du rétablissement spectaculaire de l'Amérique Latine et de son expansion ?

D'abord, pour commencer il faut une transformation politique. Un changement de régime qui soit une rupture complète avec le libre échange 'néo-libéral' et les leaders politiques et les partis qui ne font qu'un avec des institutions et des politiques qui ont échoué. Un changement de régime présuppose la naissance d'organisations de masse dynamiques, nouvelles et anciennes, improvisées et organisées, capables de passer de la protestation et de la résistance aux responsabilités politiques.

L'objectif est de détourner les économies étasuniennes et européennes de la 'financiarisation' et du « militarisme » pour privilégier les investissements planifiés de grande échelle dans l'industrie, la technologie appliquée, les infrastructures civiles et les services sociaux ; les investissements publics directs et les prêts destinés à des projets générateurs d'emplois ; la rejection totale de la théorie du ruissellement\*\* et des politiques monétaires qui ne passent jamais des banques privées aux travaux publics.

Il faut renoncer à la mentalité militariste sioniste de guerre permanente pour créer des emplois ce qui est l'urgente priorité des deux tiers de la population des Etats-Unis. La « guerre contre le terrorisme », le drapeau des seigneurs de guerre qui nous dirigent, n'est une priorité que pour seulement 3% des Etasuniens. Je le répète, le passage du 'militarisme' à une économie civile en Amérique Latine a été le résultat de l'opposition populaire dans les rues et dans les urnes.

Il est clair qu'il a été plus facile aux économies d'Amérique Latine de rééquilibrer leurs priorités économiques en rejetant des dirigeants militaristes en échec et des politiques néo-

libérales discréditées. Les mouvements citoyens des Etats-Unis et des états impérialistes d'Europe auront plus de mal à fermer des centaines de bases militaires, à chasser des politiciens militaristes soutenus par de puissants lobbys nationaux et étrangers et à remplacer les empires par des républiques productives. Pourtant c'est en se tenant à l'écart des guerres impériales étrangères que les exportateurs d'Amérique Latine ont prospéré. Ils continuent à rechercher de nouveaux débouchés au Moyen-Orient et ailleurs au lieu de détruire les adversaires d'Israël comme l'ont fait les Etats-Unis et l'UE par des guerres coloniales en Irak et en Libye et par des sanctions contre l'Iran, la Syrie et le Venezuela.

La différence entre les résultats obtenus par les bâtisseurs d'empire Euro-Etasuniens et les républiques latines est frappante. Il est temps que les Etats-Unis et l'UE renoncent à l'image de pays développés « couronnés de succès » qu'ils ont d'eux-mêmes et aux stéréotypes dépassés qui décrivent les états d'Amérique Latine comme des pays sous-développés « volatiles » et enclins aux coups d'états. Les Etats-Unis ont de graves problèmes et se dirigent vers une crise économique plus profonde et plus incontrôlable encore sans avoir les moyens de s'en protéger. Ils sont de plus en plus isolés sur la scène internationale et en conflit avec de potentiels partenaires économiques. Washington fait corps avec Israël, s'aliénant de la sorte 1,5 milliards de Musulmans riches et pauvres de l'Arabie Saoudite au Pakistan en passant par tous les coins du monde. Il se met à dos le Brésil par des incitatifs financier\*\*\* et la surévaluation du real (la monnaie brésilienne) sans que cela profite à l'économie étasunienne.

Les échecs nationaux et internationaux se multiplient au fur et à mesure que la crise s'aggrave et rien de ce que proposent les dirigeants corrompus en exercice ni l'opposition hébétée n'offre de solution valable.

Comme dans l'Amérique Latine des cinq premières années de cette décennie, nous avons besoin d'une rébellion populaire : il nous faut un changement radical de régime ; nous devons privilégier les investissements publics productifs et mettre fin aux pertes financières monumentales dues à la spéculation à Wall Street et au gâchis des ressources publiques résultant de l'achat d'armes de destruction.

James Petras

Article original en anglais : [Latin America: Growth, Stability and Inequalities: Lessons for the US and EU](#), publié le 2 octobre 2011.

*Traduction : Dominique Muselet pour LGS*

*James Petras est professeur émérite de Sociologie à Binghamton University, New York. Il est l'auteur de 64 livres traduits dans 29 langues, et de plus de 560 articles dans des publications professionnelles comme the American Sociological Review, British Journal of Sociology, Social Research, Journal of Contemporary Asia, et Journal of Peasant Studies.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Prof. James Petras](#), Mondialisation.ca, 2011

Articles Par : [Prof. James Petras](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)